

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des affaires étrangères

Décret n° du

portant dérogations aux garanties minimales de durée de travail et de repos applicables à certains agents du ministère des affaires étrangères en service à l'administration centrale

NOR : [...]

Notice explicative

Publics concernés :

Agents du ministère des affaires étrangères affectés au centre de crise.

Objet :

Mise en œuvre au centre de crise du ministère des affaires étrangères d'un cadre réglementaire dérogatoire aux garanties minimales de durée de travail et de repos mentionnées à l'article 3 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature.

Entrée en vigueur :

Date de publication.

Notice :

Le centre de crise du ministère des affaires étrangères est compétent à l'égard de la sécurité des Français à l'étranger comme pour la mise en œuvre d'actions humanitaires d'urgence.

Ces missions engendrent un temps de travail qui se caractérise à la fois par un niveau d'activité structurellement élevé, l'imprévisibilité des pics d'activité tributaires de l'actualité internationale et une amplitude horaire particulièrement importante, notamment lorsqu'une cellule de crise est activée.

Des mesures d'organisation spécifiques ont été mises en place, mais elles ne suffisent plus. Les situations d'urgence s'enchaînent de façon continue, entraînant un dépassement fréquent des bornes horaires journalières et hebdomadaires prévues par le décret n° 2000-815 du 25 août 2000. Le barème de rémunération des interventions est inadapté lorsque celles-ci sont très longues, et la rémunération des heures supplémentaires impossible.

Le ministère des affaires étrangères entend mettre en place un dispositif de temps de travail spécifique pour le centre de crise reposant sur les éléments suivants :

- durée quotidienne du travail maximale de 14 heures ;
- amplitude maximale de la journée de travail fixée à 15 heures ;
- durée maximale hebdomadaire de travail effectif fixée à 65 heures au cours d'une même semaine, dans le respect d'une durée moyenne de 48 heures sur une période quelconque de six mois consécutifs ;
- octroi de repos compensateurs et de compensations financières au titre du régime indemnitaire et sous la forme d'indemnités d'astreinte et d'intervention.

Ces mesures permettront que centre de crise puisse assurer ses missions tout en étant garant du respect des droits des agents qui y sont affectés.

Référence :

Le présent décret est pris pour l'application du II de l'article 3 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature, et de l'article 17 § 3 de la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'économie et des finances et de la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique,

Vu la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères ;

Vu l'avis du comité technique ministériel du ministère des affaires étrangères en date du 31 mai 2012 ;

Vu l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en date du 5 septembre 2012 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du [...] ;

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

Décrète :

Article 1^{er}

En application des dispositions du a) du II de l'article 3 du décret du 25 août 2000 susvisé, pour les agents du centre de crise, il est dérogé aux garanties minimales mentionnées au I de l'article 3 du même décret compte tenu des missions permanentes qui leur sont confiées et qui comportent notamment la veille, l'alerte et la gestion des crises se déroulant à l'étranger et nécessitent soit une réaction à un événement menaçant la sécurité des ressortissants français à l'étranger, soit une action humanitaire d'urgence.

Article 2

En application de l'article 1^{er} du présent décret :

a) La durée maximale hebdomadaire de travail effectif est fixée à 65 heures au cours d'une même semaine, dans le respect d'une durée moyenne de 48 heures sur une période quelconque de six mois consécutifs et d'un repos hebdomadaire minimum de trente-cinq heures ;

b) La durée quotidienne du travail ne peut excéder 14 heures.

c) L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 15 heures.

d) La durée des permanences effectuées la nuit est fixée à 12h30.

Article 3

Les agents mentionnés à l'article 1^{er} bénéficient de repos compensateurs et d'une compensation financière dans les conditions précisées par arrêté conjoint du ministre des affaires étrangères, du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget.

Article 4

L'administration rend compte annuellement au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la mise en œuvre des dispositions du présent décret et du volume et de la nature des heures travaillées par les agents du centre de crise.

Article 5

Le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'économie et des finances, et la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

Le ministre des affaires étrangères,

Laurent FABIUS

Le ministre de l'économie et des finances,

Pierre MOSCOVICI

La ministre de la réforme de l'Etat, de la
décentralisation et de la fonction publique

Marylise LEBRANCHU

Le ministre délégué auprès du ministre de
l'économie et des finances, chargé du budget,

Bernard CAZENEUVE